COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 22 MAI 1982 — N° 162 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

LES OUBLIS D'AIMÉ CÉSAIRE

Au cours de son récent discours où il a fait appel à l'union de la gauche réformiste Martiniquaise en vue de gagner les prochaines élections à l'Assemblée Unique (si celle ci est mise en place), Césaire a évoqué Jules Moch, ministre français sous la IVème République. Césaire, réclamant le redécoupage des cantons, s'exprime ainsi : "Ce que nous demandons, c'est la réparation du coup de force qui a été accompli en matière électorale par le gouvernement en juillet 1949, lorsque Jules Moch a procédé au dépeçage de nos cantons traditionnels... C'est de là que datent tous nos malheurs. Eh bien, c'est de cette loi d'exception, de cette loi de brigandage électoral, de cette loi de circonstance, que nous demandons l'abrogation. C'est cela, à mon avis, la réforme fondamentale à entreprendre".

Ce que Césaire ne dit pas, c'est que le Jules Moch en question, auteur de cette «loi de brigandage électoral» comme l'appelle Césaire, était un socialiste. C'était un socialiste du Parti Socialiste Français, comme l'était également à l'époque son collègue Defferre.

Jules Moch était même à l'époque ministre de l'Intérieur, un ministre de l'Intérieur socialiste d'un gouvernement de droite, à un moment où les socialistes participaient à ce gouvernement et le soutenaient activement. C'est d'ailleurs en tant que ministre de l'Intérieur que Jules Moch fit réprimer par ses CRS les grèves de 1947 et 1948 en France.

Faut-il rappeler que Mitterrand était également ministre de ce même gouvernement de droite ?

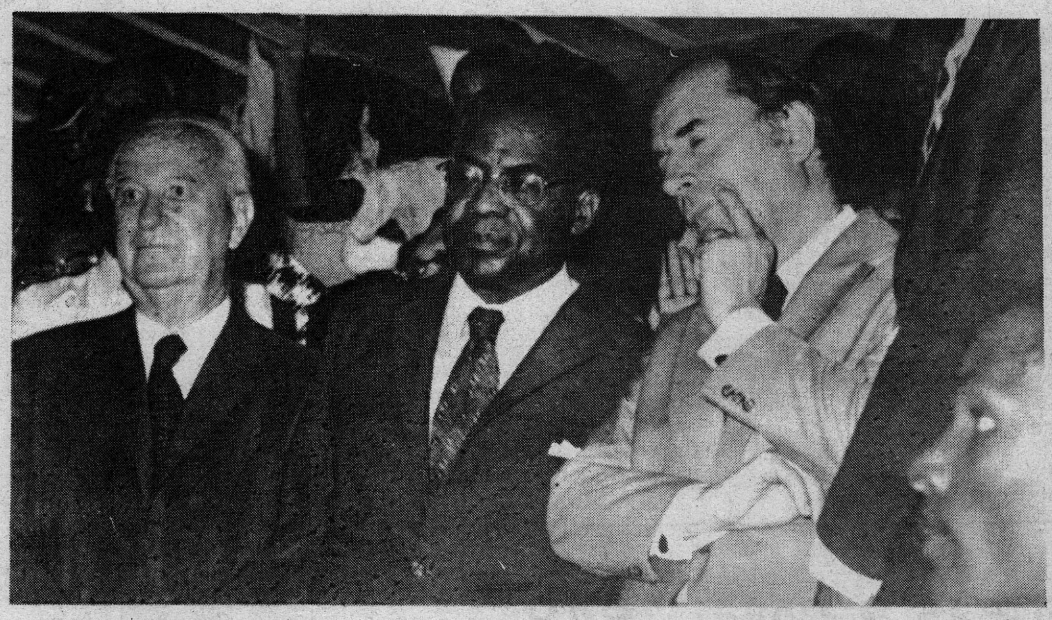
Alors, quand Césaire s'insurge contre les actes d'un Jules Moch, sans préciser que ce Jules Moch était un socialiste, qu'il appartenait au même Parti Socialiste Français qui est aujourd'hui au gouvernement, Césaire trompe le peuple . Parce qu'aujourd'hui Césaire et son parti le PPM soutiennent le gouvernement socialiste français. C'était même là le thème du discours de Césaire. "Si l'on veut croire à un changement significatif dans un délai raisonnable, a-t-il dit... Il faut croire aussi... à l'Union entre les démocrates antillais et les démocrates de la France socialiste".

Mais que sont-ils donc ces "démocrates de la France socialiste "à qui Césaire appelle aujourd'hui les travailleurs martiniquais à donner leur confiance ?

Ils appartiennent à un parti, le Parti Socialiste Français qui de 1945 à 1950 participa au gouvernement et à ce titre organisa la répression la plus sanglante contre les peuples colonisés par la France. Ce fut en 1945 le bombardement de Sétif, en Algérie, qui fit des dizaines de milliers de victimes. Ce fut en 1945 le débarquement des troupes françaises à Saïgon et le début de la guerre d'Indochine. Ce fut en 1947 la répression féroce contre le peuple malgache qui fit entre 11 000 et 80 000 morts. Et chaque fois les soldats français étaient lancés contre des peuples colonisés qui revendiquaient leur liberté, les Algériens, les Vietnameins, les Malgaches. Et chaque

Suite p. 2

« DÉCENTRALISATION », « ASSEMBLÉE UNIQUE MAINTENANT, C' EST LE CONSEIL D'ÉTAT QUI DÉCIDE !



Ce sont les députés de l'opposition réunis ici à la droite du président du gouvernement de gauche, c'est toujours la même politique : compter sur ce qui sera décidé en France à la place des peuples des Antilles.

La décentralisation dans les DOM-TOM se fait désirer, elle a beaucoup de difficultés à voir le jour.

On l'attendait pour avant les élections des conseillers généraux d'avril 81, elle s'est débinée. Ce fut le manque de temps qui fut incriminé. Emmanuelli s'était engagé alors à installer pour la fin de 1982 cette Assemblée Unique. Mais tout un cinéma se met en place pour une fois de plus reculer l'échéance.

Il y a deux semaines une réunion restreinte du gouvernement a eu lieu. Le sujet : le changement de statut des DOM. A la sortie de cette réunion le seul commentaire des ministres participants dont Emmanuelli fut : pas de commentaires !

Les Antilles n'avaient pas à savo selon ces Messieurs, à quelle sauce elles raient mangées.

Puis lundi matin RCI a rapporté que Conseil d'État s'oppose à l'Assemblée Uniqu dans les DOM.

On est en droit de se demander q trouve le plus son compte dans cet avis d neuf vieux conservateurs du Conseil.

La gauche française, timide, préocc pée par l'état d'esprit des possédants, q veut et en même temps ne veut pas, hésit se tâte, réfléchit à plusieurs reprises pou appliquer cette petite réforme qu'est l'A semblée Unique.

Ou la droite colonialiste française son alliée la droite antillaise toujours oppos au moindre changement.

En tout cas le prétexte qu'invoque Conseil d'État et les deux partis (la gauche la droite) à savoir l'esprit de la constitutio ne tient pas debout. A chaque fois que bourgeoisie française l'a voulu elle a su viol cette constitution. En 1962 pour accorde l'indépendance à l'Algérie, de Gaulle l'a mo difiée. La police viole régulièrement la Con titution en fouillant dans les coffres de voitures. . . etc. . .

Par notre lutte nous pouvons les oblige à passer outre à cette constitution mais faut le faire pour une chose plus important que cette Assemblée Unique, pour la libert de nous diriger nous-mêmes.

Démission des membres du conseil d'Aministration d l'Hôpital de Pointe-à-Pitre : La Droite veut gêner le gouvernement de Gauche

Profitant de la situation créée à l'Hopi tal, les politiciens de droite qui sont membres du Conseil d'administration de cet établissement ont démissionné (sauf Viviès). Manifestement, il ne s'agit pas pour ces gens là de défendre les intérêts de travailleurs hospitaliers. Il s'agit surtout pour eux de profiter d'une bonne occasion que leur a fournit le ministre de la Santé Ralite de se faire les défenseurs des grévistes.

Ce qui a permis à ces gens de droite d'être en bonne position c'est pour une fois encore la suffisance et le mépris des dirigeants politiques d'un gouvernemen pense que de 7000 km à Paris ils peuvent prendre des mesures par dessus la tête des Antillais sans que ceux-ci aient leur mot à dire.

L'occasion était trop belle et Davrain, Létang et cie, ils n'ont pas raté le coche. Ils ont saisi l'occasion d'apparaître comme les défenseurs de la dignité bafouée des guade loupéens.

Le gouvernement de gauche français n' pas cessé depuis qu'il existe de faire des ges tes et de tenir des propos qui facilitent la ta che de la droite antillaise. C'est à croire qu c'est volontaire et qu'il entend protéger le intérêts politiques de cette droite.

Suite p. 4

Une conséquence de la guerre des Malouines sur les îles des Caraïbes Anglophones.

Le plus gros navire bananier anglais le «gheest port» a été retiré du transport de bananes des Antilles et affecté au ravitaillement des troupes britaniques dans l'Atlantique sud: L'expédition des bananes est donc fortement perturbée à Ste Lucie, Dominique, St Vincent et Grenade.

Voilà donc déjà une première retombée de la guerre des Malouines qui même si elle se fait à des milliers de kilomètres de là, aura des conséquences en particulier pour les petits planteurs et les travailleurs agricoles des pays déjà pauvres de la Caraïbe, qui exportent leurs bananes.

Comme quoi, l'impérialisme britannique ne s'embarasse pas de scrupules : pour ses besoins militaires, il retire purement et simplement d'une région un navire d'exportation commercial sans même se soucier des conséquences économiques que cela pourra entraîner pour les pays concernés. Il est vrai que ces «petites îles des caraïbes et leurs habitants» n'ont pas voix au chapitre.

Pourtant, on le voit les petites îles (celles des Malouines !) peuvent soudain avoir une «importance vitale et démesurée» pour l'impérialisme quand ses intérêts et son prestige sont en jeu.

Il y a quelques années le même impérialisme britannique n'avait il pas envoyé toute une flotte autour de la petite «Anguilla» île proche de la Guadeloupe pour prévenir un soulèvement de la population. . .

Comme quoi l'impérialisme envoit de gros navires ou en retire, autour des îles qu'il colonise. . Cela ne se fait jamais dans l'intérêt des peuples, mais dans les seuls intérêts de prestige de cet impérialisme décadent, qui semble trouver dans la guerre la seule façon de se tirer de mauvais pas économiques et politiques.

-GUADELOUPE

Les négociations dans l'Hotellerie rompues par les patrons

La C.G.T.G. nous fait parvenir un communiqué donnant sa position sur le problème de la convention collective dans l'hotellerie.

On se rappelle qu'une grève avant eu lieu le 3 avril pour "avertir" les patrons de ce secteur qu'après 4 ans de discussions (!) il fallait arriver à l'établissement de la dite convention.

Des négociations se sont ouvertes entre tous les syndicats du secteur et les patrons de l'hôtellerie. Ces discussions n'ont pas abouti.

Les patrons de l'hôtellerie ont eu le culot de venir raconter sur les ondes que les travailleurs guadeloupéens en voulait trop qu'ils étaient trop gourmands etc... Quand on pense que des fortunes se sont établies dans cette branche, que les Clubs méditerranée et autre Frantel, Novotel et P.L.M. ont eu toutes sortes de facilités pour s'installer (zones viabilisées, privilèges fiscaux, primes d'installation etc...) .

La C.G.T.G. explique dans son communiqué l'échec des négociations, mais ne dit pas ce qu'elle envisage de faire pour mettre fin à l'intransigeance de ces patrons de chaînes hôtellières.

Tout ce qu'elle propose c'est de "reprendre les négociations sur des bases plus réalistes" . Mais qu'est-ce qui obligerait les patrons à une telle démarche ?

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA C.G.T.G.

Après 17 heures de négociations sur trois jours continus pour l'élaboration d'une Convention Collective dans l'Hôtellerie engagée depuis plus de quatre ans, la Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe (C.G.T.G.) tient à apporter les précisions suivantes :

1) La C.G.T.G. dénonce l'attitude intransigeante des représentants des chaînes d'hôtels qui, depuis le lundi 10 mai 1982, jour où ils ont pris la direction de la délégation patronale, n'ont rien apporté de positif aux discussions, si ce n'est un chantage permanent sur la survie de cette industrie pour contraindre les organisations syndicales à signer un protocole d'accord qui n'apporte aucune amélioration aux travailleurs.

2) La C.G.T.G. rappelle que les 7 fameux points d'accord que les patrons font valoir à longueur de journée dans la presse -notamment ceux sur la réduction du temps de travail et les 2 jours de repos hebdomadaire (accord du 6 avril 1982) et qui devraient être mis en application à partir du 1er juin 1982 sont des points qui ont été acquis après quatre années de discussions.

3) La C.G.T.G. précise que la question de la classification et des coefficients est un élément fondamental pour les travailleurs. C la seule méthode qui peut mettre un term l'anarchie patronale en matière de salaires. ce point et sur les primes, les patrons ont ref systématiquement d'engager la discussion.

Au contraire, loin d'apporter une amé ration, les représentants des chaînes ont re en cause des avantages dont bénéficient les t vailleurs diminution de l'avantage nourritur réduction des salaires de base mensuels blo ge des salaires supérieurs au SMIC - remise cause de tous les points acquis antérieureme

Fidèle à ses principes, la C.G.T.G. se fuse à signer des accords qui tendent à aggrav la situation des salariés. Ce ne sont pas les c d'alarme sur les prétendus déficits, difficul financières ou crise de l'hôtellerie, qui lui ront déroger à ces principes.

Elle est disposée à tout instant à repre dre les négociations sur des bases plus réalist

Pointe-à-Pitre, le 13 mai 198
La Confédération Générale du Trava de la Guadeloupe (C.G.T.G

Fort - de - France

Nouvelles brutalités de la Police contre des jeunes.

Mercredi 12 mai les policiers de Fort-de-France ont fait montre une nouvelle fois de leur brutalité et de leur morgue coutumières à l'encontre des jeunes, surtout lorsqu'il s'agit de Rastas, c'est-à-dire de jeunes Noirs pauvres et chômeurs. En effet trois policiers en patrouille rue Lamartine interpellent un jeune Rasta à moto. Celui-ci s'enfuit et bouscule en passant avec sa moto le cyclomoteur d'un des policiers. Sa moto tombe, il la lâche et court en direction du marché, les policiers à ses trousses. Trois autres jeunes Rastas qui se trouvaient sur les lieux s'interposent. Mais la police entretemps a reçu du renfort. Les policiers sont maintenant en nombre et ils s'acharnent sur les jeunes Rastas à coups de matraque, coup de pieds et de poings. Les jeunes tombés à terre seront encore roués de coups par les policiers furieux, alors qu'ils sont absolument sans défense. Naturellement tous les policiers sont armés et prêts à se servir de leurs armes.

L'acharnement brutal des policiers sur ces jeunes a suscité la désapprobation des passants qui assistaient en spectateurs à cette nouvelle scène de violence policière.

L'année dernière c'est une véritable foule composée essentiellement de jeunes, qui était allée protester au poste de police contre ces brimades à l'encontre de jeunes Noirs pauvres, et qui avait campé devant l'entrée jusqu'à ce que le commissaire fasse relâcher les jeunes Rastas arrêtés. Cette fois-ci il n'en a pas été de même et les jeunes ont été emmenés au poste sans ménagements. Mais ce genre de brutalités policières ne peut qu'exacerber la colère des jeunes contre la police.

Ce que fut le 22 Mai 1848 en Martinique

Le 22 mai vient enfin d'être reconnu comme date officielle de l'émancipation des esclaves en Martinique. Pour cela il aura fallu que pendant des années les organisations anticolonialistes se battent pour l'imposer. En effet c'est le 22 mai 1848 que les esclaves, sans attendre l'arrivée du décret d'abolition, se révoltèrent et obligèrent le gouvernement à proclamer la fin de l'esclavage.

En février 1848, en France, a lieu une révolution qui renverse la monarchie et proclame la République. Cette révolution est essentiellement le fait des masses populaires et des ouvriers qui dressent des barricades dans les rues et se battent pour leur liberté. C'est sous leur pression que le décret d'abolition de l'esclavage sera finalement pris par le gouvernement bourgeois, le 27 avril, après que Schoelcher ait présenté son rapport. Le décret prévoyait que l'abolition serait effective deux mois après la promulgation du décret dans les colonies, c'est-à-dire qu'il fallait d'abord attendre deux mois pour qu'il arrive aux Antilles et encore deux mois pour qu'il soit appliqué. Mais les esclaves n'attendirent pas. En mai des émeutes éclatent presque simultanément à Fort-de-France, dans le Sud, au Prêcheur, à Saint-Pierre. Les esclaves se soulèvent contre les colons et exigent l'abrogation immédiate de l'esclavage. Le gouverneur est forcé de s'incliner et l'esclavage est aboli officiellement en Martinique le 22 mai 1848. Quand le décret arriva enfin, l'esclavage n'existait déjà plus en Martinique.

Guadeloupe

La grève continue à l'Hôpital de Pointe-A-Pitre

A l'heure ou nous écrivons les travailleurs de la Réanimation sont à leur quatrième semaine de grève, ceux de la Maternité qui les ont rejoints une semaine après tiennent aussi bon.

Mais en dépit des multiples télex au Conseil Général, au Ministère, en dépit des multiples réunions avec la direction et les organismes locaux ayant autorité en matière de santé, la situation reste bloquée. Et les récents événements, telle la démission d'une partie du Conseil d'Administration de l'hôpital le lundi 17 semblent renforcer l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement . Cependant cette démission des responsables et des organismes compétents devant leur responsabilité ne portent guère atteinte à la combativité des travailleurs en grève. Au contraire ceux-ci sont conscients de la nécessité de tenir et de chercher les moyens pour unifier et renforcer le mouvement sur l'ensemble de l'hôpital . Mais la tactique des différentes organisations syndicales fait écran à ce renforcement de la lutte. Pourtant ce n'est pas la volonté de lutter qui manque aux hospitaliers. Cette volonté là, elle est grande. La preuve en est la grève de solidarité faite pendant un ou quelques jours par certains services ceux de la Radiologie . de la Chirurgie Infantille, de la Neurologie, et du Laboratoire. Ils se sont mis en grève l'un après l'autre sans jamais qu'il puisse y avoir un mouvement d'ensemble. Et bien souvent l'UTS le syndicat qui a été à l'origine de ces grèves n'a pas fait preuve de démocratie, car la décision de faire grève a été le plus souvent imposée sans qu'il y ait eu véritablement un débat parmi les travailleurs. Une telle tactique a divisé les travailleurs car pendant que ceux qui sont syndicqués à l'UTS faisaient grève, les syndiqués de la CGT tout au moins ceux qui n'ont pas suivi le mouvement continuaient à travailler normalement. Cela montre à quel point la division et le sectarisme syndical divise le mouvement et l'empêche de creuser en profondeur.

Le problème que se pose l'ensemble des grévistes c'est celui de l'extension de la grè Les états majors syndicaux sont aussi sensib à cette aspiration des travailleurs. Ils se so rencontrés à plusieurs reprises à ce sujet. M ces différentes rencontres n'ont servi qu'à je un peu plus d'éclairage sur leur sectarisme leurs divergences. La CGT et l'UDIC les de autres syndicats de l'hôpital se disent pr à entrer en grève sur la base de la solidar au personnel de la réanimation et de la mat nité mais aussi sur leur propre programme revendication en matière de personnel po l'ensemble de l'hôpital. L'UTS s'y oppose f mement. Ce syndicat voudrait que les deux a tres précédemment cités rentrent en grève u quement sur la base de la solidarité à la réa mation et à la Maternité. C'est sur un problème que l'unité syndicale bute. Tout monde fait table rase de la volonté des trava leurs car on ne les consulte pas réellement La question qui se pose actuellement à l'hô tal dans ce mouvement revendicatif, c'est savoir comment faire pour dépasser le sect risme syndical.

Les travailleurs de l'hôpital, quelle q soit leur affinité syndicale doivent prend en main la direction de leur lutte.

Si les travailleurs de l'hôpital parvie nent à prendre en main la direction de le lutte et de mettre ainsi celle-ci à l'abri des e fets pernicieux du sectarisme syndical, bien tous les espoirs leur seront permis.

Mais cela ne sera possible que si, pendan quelque temps encore, la volonté de lutte l'em porte sur le dégoût devant les pratiques de di vision syndicale .

Pointe - A - Pitre

Le conseil d'administration de l'hopital :

Une coquille vide

Lundi 17, dès 16 heures de l'après-mi les grévistes s'étaient rendus en grand nomb devant le bureau de la direction où deva avoir lieu une réunion avec le Conseil d'a ministration. Cette réunion était très impo tante car c'est au cours d'elle que devait êt communiquée la réponse du Ministère aux r vendications du personnel. Celui-ci répond négativement et les propositions faites p l'administration aux grévistes furent jugé insuffisantes par l'U.T.S.

La conséquence de tout cela fut démission du Conseil d'Administration d l'Hôpital. Ce geste eut l'avantage de révél au grand public l'existence d'un Conseil d'A ministration à l'hôpital . Mais un Conse d'Administration incompétent, sans pouvoi qui n'est là que pour le décorum et pour se vir de caisse résonnante au pouvoir centra

La réalité du pouvoir se trouve en France à 7. 000 km. Ce pouvoir central est colonialiste raciste et malgré la coloration socialiste qu'il s donne reste de même que son prédécesseu

EDITORIAL... (suite)

fois les socialiste français répliquaient au mouvement nationaliste des colonies par les bombes et la mitraille.

Et c'est un gouvernement semblable que Césaire soutient aujourd'hui. Mais ce n'est pas tout.

Ce fut un des leaders du Parti Socialiste Français, Mendès-France, qui en tant que Président du Conseil en 1954 commença la guerre d'Algérie. C'est en tant que ministre de l'Intérieur sous ce même gouvernement que Mitterrand s'illustra par des formules du style : «La seule négociation c'est la guerre», en réponse aux demandes de négociation des nationalistes algériens . C'est le gouvernement du socialiste Guy-Mollet, élu en 1956, qui intensifia la guerre contre le peuple algérien, envoyant des renforts massifs à l'armée française qui pratiquait à ce moment la torture à grande échelle. C'est ce même Guy Mollet qui déclarait à l'époque, comme Defferre actuellement : «l'Algérie est et restera indissolublement liée à la France métropolitaine». D'ailleurs ce même Defferre, en tant que ministre socialiste, soutenait le gouvernement qui menait la répression contre les Algériens. Et Mitterrand n'était pas en reste, qui faisait partie de l'équipe Guy Mollet.

C'est d'ailleurs cette même équipe Mollet-Mitterrand qui se lança dans l'expédition de Suez en 1956, envoyant les troupes françaises contre le peuple égyptien, et faisant bombarder Port Said.

Et les socialistes participèrent à tous les gouvernements, juqu'en 1958, qui menèrent la honteuse guerre coloniale contre le peuple algérien.

Voilà, ce sont ces hommes-là que Césaire nous présente aujourd'hui comme les «démocrates de la France socialiste».

Alors, que Césaire soutienne ce même parti et ces mêmes hommes qui ont toujours cherché à écraser les mouvements nationalistes dans les colonies françaises, cela ne nous étonne pas. Car en bon réformiste Césaire s'accroche à l'étiquette de gauche du gouvernement français par peur des masses. Car ce qu'il craint par-dessus tout, c'est que lorsque s'exprimera la colère des pauvres et des travailleurs contre l'oppression et l'exploitation, cette colère ne se limite pas à la lutte contre le colonialisme français mais qu'elle remette en question également les privilèges de tous les riches et les bourgeois, y compris martiniquais. C'est pour cette raison que Césaire, dès aujourd'hui, cherche à endormir le peuple martiniquais sur la véritable nature du gouvernement français qui nous dirige ici, nous peuple colonisé des Antilles.

BEAUPORT : LA MEME CHANSON !

Pour empêcher la fermeture de Beauport, l'année dernière, l'administration a confié la gérance de l'usine à Huygues Despointes en attendant de mettre en place une société d'économie mixte. La récolte s'achève, et le problème de la fermeture de l'usine se pose de nouveau, car l'administration vient de revenir sur sa décision. Elle ne garantit plus la création de cette société d'économie mixte pour le mois de juillet comme elle l'avait promis, et demande à Huygues Despointes de continuer à assurer la gérance de l'usine.

Huygues Despointes, quant à lui a déclaré publiquement qu'il ne peut prendre de nouveau cette responsabilité parce qu'il a des difficultés financières. La récolte selon lui a été mauvaise. Ses cadres, d'ailleurs, ont tous démissionné.. Cela signifie en clair que si l'administration ne vole pas au secours de Huygues Despointes, l'usine fermera ses portes.

Ce n'est pas par bonté d'âme que celui-ci a repris l'usine en main. Comme tout capitaliste, Despointes défend ses intérêts avant tout. Il s'est rempli les poches durant la récolte, et s'il crie si fort aujourd'hui c'est parce qu'il veut sucer le dernier os, bénéficier du maximum «d'aides» publiques et de subventions que l'administration peut lui donner. Il veut tirer le maximum de cette usine, jusqu'au dernier grain de sucre qui sera produit. Et lorsqu'il aura tout sucé, il pliera bagages comme tous les autres capitalistes usiniers qui ont fermé leurs usines.

Le gouvernement de gauche de Mitterrand a trouvé une solution provisoire, dans le secours de Despointe pour calmer le mécontentement des travailleurs. Même s'il avait créé une société d'économie mixte, cela aurait été aussi une solution provisoire. Car cela n'aurait pas pu garantir le fonctionnement définitif de l'entreprise. L'exemple de l'usine Lareinty en Martinique en est la preuve.

Le gouvernement de gauche de Mitterrand connaît les difficultés de l'économie sucrière en Guadeloupe et sa politique c'est d'accorder des subventions aux usiniers. Comme sous le gouvernement de Giscard ceux-ci ont reçu des sommes importantes soit disant pour la relance d'une économie qui est en faillite.

Aujourd'hui le gouvernement de gauche trompe les travailleurs et ne fait que des promesses. Les élus de gauche locaux se font les complices de cette politique en demandant aux travailleurs de faire confiance au gouvernement de gauche.

Les travailleurs de Beauport ne doivent pas se laisser prendre à ce nouveau piège. L'expérience de ceux de Darboussier et de Blanchet permet de tirer des leçons.

Les capitalistes usiniers sont partis avec leurs capitaux. Ils ont laissé les machines, les terres et l'usine. Celle-ci tôt ou tard fermera ses portes comme les autres. Il reste une seule solution pour les travailleurs de Beauport : c'est qu'ils décident eux-mêmes d'agir, de ne pas compter sur les élus et les représentants du gouvernement qui viennent ici la bouche pleine de promesses.

Ce que les capitalistes usiniers ont laissé ici, terres machines et usines, les travailleurs peuvent se l'approprier. Et c'est dès maintenant qu'ils doivent le faire, car les terres et les machines seront vendues et il ne restera que la carcasse de l'usine qui rouillera au fil des ans.

Mireille Verdat.

GUADELOUPE

Beauport : Les petits planteurs en colère

Vendredi dernier 14/05 les petits planteurs de la région de Port Louis ont manifesté leur colère. Ils ont en effet, bloqué l'approvisionnement de l'usine Beauport en canne à sucre arrêtant ainsi l'activité de l'usine. Ce mouvement de colère est du au fait que priorité est donnée aux cannes de la Société Anonyme des Usines Beauport (SAUB) alors que les cannes de ces petits planteurs par ce fait même prenaient trop de retard avant livraison.

Cet état de chose fait perdre aux petits planteurs de l'argent puisque la canne est payée à la richesse et que la canne qui accuse un trop long retard avant d'être livrée voit sa sacharose «tourner» au soleil.

C'est ce phénomène là qui a conduit les petits planteurs à exiger la direction l'examen des priorités dans ce domaine de l'approvisionnement.

Quelques heures après cette action un accord a été trouvé par les deux parties et l'usine a pu reprendre ses activités normalement.

Elections de delegues du personnel au centre Hospitalier de Fort-de-France : L'influence de la CGTM est confirmée

Les élections aux Commissions Paritaires Locales viennent d'avoir lieu dans plusieurs hôpitaux de la Martinique, et notamment au Centre Hospitalier de Fort-de-France. Les résultats sont les suivants :

An 82 — Inscrits 1661 - Exprimés 1070 — CGTM-Santé - exprimés 617 — sièges 13 (+1) CDMT Exprimés : 282 - Sièges 5 — FO Exprimés 171 — Sièges 5.

An 79 — Inscrits 1532 — Exprimés 898 — CGTM-Santé Exprimés : 539 — Sièges 12 — CDMT Exprimés : 208 — Sièges 5 — FO Exprimés : 151 — Sièges 5.

Cette année, il y a eu 172 votants supplémentaires, augmentation probablement due au fait que la campagne électorale menée par chaque syndicat a été plus intense. Ces suffrages supplémentaires se sont portés principalement sur la CGTM et la CDMT (CFDT).

En pourcentage, la CGTM recule légèrement et passe de 60 % à 57,7 % des suffrages exprimés, mais demeure de loin le syndicat le plus représentatif au Centre Hospitalier.

Le syndicat CGTM-Santé est animé par des militants révolutionnaires de notre tendance qui depuis plusieurs années se battent pour rendre le syndicat plus ouvert à tous, plus combatif, bref, en faire une arme pour les travailleurs du Centre Hospitalier.

C'est cela que reprochait F.O. à la CGTM-Santé : « faire de la politique» (plus exactement de la politique révolutionnaire). Un tel argument n'a pas amené plus de voix à ce syndicat corporatiste qui fait à peine 16 % des suffrages exprimés.

Et le fait que près des 2/3 du personnel ait choisi des délégués connus pour leur combativité est positif.

MARTINIQUE

COMMUNIQUÉ DES EMPLOYES DE LA MAINTENANCE

Mardi 4 mai 1982, une employée de la MAINTENANCE chargée de l'entretien des locaux de la Douane/Aéroport est accusée de vol, par un préposé des douanes répondant au non d'ANGELIQUE.

LES FAITS

Madame Mazarin femme de ménage depuis sept ans, donc connaissant parfaitement son travail trouve dans une poubelle un disque et autres papiers. Elle en informe un collègue de travail qui réagit normalement compte tenu du fait que le disque est dans une poubelle, encourage Madame Mazarin à vider sa poubelle comme d'habitude.

Le Mardi 4 Mai Monsieur Angélique suposé propriétaire du disque accuse cette employée de vol, ainsi que l'ensemble du personnel affecté au nettoyage.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Entre agents répressifs, il contacte un inspecteur de police qui en compagnie d'un policier force Madame Mazarin à les accompagner chez elle. Madame Mazarin ayant pris ses renseignements sait que sans mandat de perquisition elle n'est pas tenue de laisser fouiller son domicile.

Les policiers d'autant plus à l'aise qu'il s'agit d'une malheureuse cherchent à intimider Madame Mazarin.

Cette dernière prétextant qu'elle n'a pas de clefs pour pénétrer dans son domicile s'en va.

A son retour les inspecteurs ont demandé à son fils revenant de l'école de leur ouvrir la porte. L'enfant n'ayant pas de clefs ils le forcent à entrer par une fenêtre.

Ils peuvent dès lors entrer dans le domicile de Madame Mazarin et mettent tout sens dessus-dessous en son absence.

Le personnel de la MAINTENANCE se trouve indigné par de tels procédés, et par ce mépris constant dont il est victime.

Son seul tort est d'être d'origine modeste ; ces femmes de ménage sont donc coupables de pauvreté. Leur ignorance des lois en fait des victimes bien choisies.

Aurait-on perquisitionné chez un Béké de la place dans de pareilles conditions ?

Pourquoi inciter un enfant à entrer par effraction dans un domicile, est-ce bien courageux de se servir d'un enfant à qui l'on ne manquera pas de reprocher plus tard un autre type d'escalade ?

Pourquoi brusquement un personnel en place depuis 1972 se déciderait à voler ?

Il faut que cessent pareilles calomnies ; Camarades soyons vigilants et soutenons Mazarin dans sa lutte pour la reconquête de sa dignité.

Le Comité d'Entreprise.

Coup de colère des bouchers guadeloupéens

Lundi 17 mai les adhérents du syndicat des bouchers ont constaté que leur profession avait d'énormes difficultés. Ils ont incriminé en premier lieu l'abattage clandestin qui, selon eux, leur fait une concurrence déloyale mais en plus met en danger la santé de la population. Pour mettre fin à cet abattage de bêtes hors du circuit légal, ils demandent à l'état d'intervenir vigoureusement et pour montrer leur détermination ils ont barré le pont de la Gabarre durant une heure lundi soir.

Il est un fait indéniable que les petits bouchers de la Guadeloupe éprouvent les pires difficultés à joindre les deux bouts entre la patente et les taxes d'un côté et de l'autre leurs ventes qui diminuent. Mais dire pour cela que c'est l'abattage clandestin qui en est la cause, est loin de la vérité.

Car l'ensemble de la viande produite en Guadeloupe par le circuit officiel et non officiel ne couvre pas 50 % des besoins du pays. Il y a donc largement la place pour les bouchers et même pour l'abattage clandestin. Ce qui cause tant de difficultés aux bouchers ce sont les importations de viande des supermarchés, de la Sofroi. Les gros capitalistes s'accaparent aussi d'une bonne part du marché.

La colère des bouchers doit porter contre eux et pas contre les petits clandestins qui en fin de compte ne leur portent pas un grand préjudice. Ils doivent obliger l'état à intervenir pour donner aux bouchers les moyens financiers et techniques afin qu'ils puissent vivre décemment de leur activité professionnelle.

ECHOS DES ENTREPRISES

SÉCURITÉ SOCIALE MARTINIQUE

DESCLIEUX : DUCLOS ET DURAND DEUX «D» PIPÉS.

Cela fait plusieurs mois que les travailleurs du magasin de Caserne-Bouillé ont dénoncé les mauvaises conditions de travail qu'ils subissent. Jeudi dernier, c'est à un véritable scénario entre Duclos et Durand qu'ont eu droit les délégués du personnel lors de la réunion mensuelle.

En effet, après que Duclos s'en soit remis à Durand, celui-ci, sans perdre son sang-froid, éludait la question en déclarant que le responsable des travaux demeurait introuvable. Quel culot !

Seulement, si la direction trouve pleine satisfaction dans cette pirouette, il n'en n'est pas de même pour ceux qui ont pour quotidien la poussière de la cour de Caserne - Bouillé. Et les faux-fuyants de la direction continuant cela ne peut qu'amener les travailleurs à poser le problème en termes de riposte !

EDF MARTINIQUE

NE MARCHANDEZ PAS NOTRE PATIENCE !

Jusqu'à ce jour la direction refuse de mettre deux agents à temps complet au standard du siège social.

Pour se justifier, elle prétend avoir fait une étude qui détermine les périodes de pointe au standard.

Elle a ainsi décidé qu'un agent du secrétariat va en doublure au standard aux moments des pointes.

Mais on se demande bien par quelle opération du Saint Esprit monsieur Marchandon a obtenu cette soi-disant étude.

En effet le remplacement se fait seulement quand les possibilités du secrétariat le permettent et non quand le standard en a besoin.

Il n'est pas question pour nous de tolérer plus longtemps une telle situation et nous saurons le faire savoir.

DELATTRE - LEVIVIER - SARA

PENDANT QUE LES OUVRIERS S'ESQUINTENT, LES PROFITS DES PATRONS GRIMPENT.

La direction de la Sara et de la Socaltra, ainsi que les chefs, ont poussé aux cadences accélérées et aux heures supplémentaires pendant l'arrêt de la Sara : ils ont préféré embaucher moins de monde et faire travailler davantage les ouvriers, cela leur coûtait moins cher.

Certains camarades y ont laissé leur santé et ont failli y laisser leur vie.

Mais les profits des capitalistes, eux, se portent bien merci !

BATTONS NOUS POUR LA MISE EN LIBERTÉ DE DALON, MARC ANTOINE ET ALEXANDER!

Une fois de plus, la demande de liberté provisoire pour Marc-Antoine et Alexander a été rejetée. Rappelons que celle de Dalon a été déjà rejetée une première fois.

Les juges coloniaux maintiennent donc sans aucune preuve, avec quelques soupçons, trois travailleurs en prison et ne semblent pas décidés à les libérer.

Marc-Antoine et Alexander, il faut le rappeler, ont été emprisonnés suite à une dénonciation dont l'auteur jusqu'à présent reste anonyme (peut-être pas pour les juges mais pour les avocats, les inculpés et la population). Ils sont accusés d'avoir lancé un engin explosif sur la voiture du géreur de Marc-Martin (ex-propriétaire des bananeraies de la SCEFA, mort depuis,) pendant la grève.

Dalon est emprisonné parce qu'il a été pris sur les lieux environnant l'aéroport après que des vitrines de magasins appartenant à des Blancs aient été brisées lors d'une action revendiquée par le «Comité contre le génocide des Noirs». . . Là encore les juges ne disposent d'aucune preuve véritable sur la culpabilité de Dalon.

Il ne faut donc pas laisser la justice coloniale, raciste, mettre en prison sur simple soupçon ou dénonciation des fils du peuple de ce pays.

Il ne faut pas les laisser rendre une justice clémente pour les riches et les Blancs et répressive pour les Noirs en toute impunité. Car il est vrai que les grands voleurs de la SODEG : békés et autres gens du «beau monde», malgré les milliards détournés, sont aujourd'hui en liberté et bénéficient, eux de la présomption d'innocence avant le procès (si procès il y a !). Mais les travailleurs noirs eux, sont au départ présumés coupables avant d'être jugés.

— La justice est à l'image de cette société coloniale où règne l'inégalité et le racisme officiel.

— Il faut se préparer à dénoncer cette justice. Il faut arracher les trois travailleurs des geôles coloniales et se préparer à manifester pour exiger la libération de Dalon, Marc-Antoine et Alexander, le plus massivement possible.

— A BAS LA JUSTICE COLONIALE RACISTE.

— LIBERTÉ POUR DALON, MARC-ANTOINE ET ALEXANDER.

DÉMISSION DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL DE POINTE-A-PITRE :

Suite de la p. 1

Il y a eu l'attente déçue des «autonomistes" de la gauche antillaise, il y a eu les propos de Jospin déniant au P.P.M de Césaire toute qualité pour être reconnu comme un parti pouvant siéger au sein d'un organisme international sur un pied d'égalité avec le P. S. Il y a eu les propos méprisants de Defferre sur les indépendantistes, puis la note du ministère de l'éducation qui «punissait» l'Université, en Guadeloupe, d'avoir séquestré un de ses envoyés. Il y a aussi que la fameuse décentralisation réclamée par les socialistes antillais eux-mêmes est sans cesse remise à demain.

La gauche française au pouvoir a tellement peur de se voir reprocher de larguer les Antilles qu'elle joue un jeu qui de plus en plus se retourne contre la gauche antillaise. A moins que celle-ci se fasse tellement souple qu'elle abandonne comme le préconise d'ailleurs Césaire - ses propres aspirations, et range son propre programme au placard pendant la durée du mandat de Mitterrand ou de moins jusqu'à la fin de ce gouvernement de gauche.

Le Parti communiste de la Guadeloupe dénonce la manœuvre des gens de droite au sein du Conseil d'administration mais par ailleurs il bloque la possibilité d'élargir la grève pour ne pas déplaire au ministre communiste Ralite. Il parait que celui-ci viendrait ici dans quelques jours. Et tout comme on l'a vu avec Emmanuelli, pas plus les ministres communistes que les socialistes ne veulent se retrouver en face des grévistes : ça les indispose !

Mais tout convaincus que la meilleure façon de faire entendre leurs revendications, soit tout simplement d'abandonner leur grève comme le voudraient ici les partis gauche. Ceux-ci préfèrent apparemment la solidarité avec le gouvernement qu'avec les travailleurs en grève. Quitte à faciliter ainsi le travail de la droite.

GUYANA
Non à l'emprisonnement de Donald Rodney !

Poursuivant sa campagne de répression contre l'opposition de guache ou Working People's Alliance (WPA - Alliance des Travailleurs), le régime du Guyana a maintenant emprisonné Donald Rodney, le frère d'un des leaders du WPA, Walter Rodney, qui a été assassiné. Le 26 février, Donald a été condamné à 18 mois de prison sous l'accusation d'avoir été en possession de l'objet explosif qui a tué son frère.

Walter Rodney fut tué le 13 juillet 1980, lorsqu'une bombe, camouflée dans un talkie-walkie qui lui avait été donné par un membre des Forces de Sécurité du Guyana, explosa dans la voiture où lui et son frère Donald avaient pris place.

Non content d'avoir assassiné Walter Rodney, le gouvernement du Guyana a maintenant réduit au silence le seul témoin de ce crime.

Ce fait montre une fois de plus que le régime n'est prêt à tolérer aucune opposition et veut à tout prix effacer jusqu'au souvenir de Walter Rodney.

Les masses travailleuses et opprimées de Jamaïque et des autres pays de la Caraïbes doivent condamner l'emprisonnement criminel de Donald Rodney et exiger sa libération immédiate.

. La Ligue Marxiste Révolutionnaire de Jamaïque exprime sa solidarité avec la famille de Rodney et le P.W.A.

La gauche nous trompe -
Pour un meilleur avenir, préparons la révolution !

L'avenir appartient à la révolution socialiste !

Diapos — Débats
Mercredi 26 Mai 1982
De 15 H a 20 H
A l'École Perrinon — Fort - de - France

Venez discuter avec Combat Ouvrier et voix des L.E.P. sur les problèmes de la révolution.

Au programme ; des montages diapos suivis de débats ; sur les thèmes :

- **Le mouvement noir américain**
- **La guerre d'Algérie**
- **La Palestine**
- **La Révolution Russe**
- **La Révolution Espagnole**
- **Tiers Monde et sous - développement**
- **L'Afrique Noire opprimée**
- **La gauche au gouvernement**
- **Le Chili**

et aussi .....

- **Le service militaire**
- **La drogue**

Vous trouverez aussi des livres et une exposition de panneaux.

JAMAIQUE
Les masses subissent une répression accrue tandis que le plan de redressement économique du J.L.P. fait faillite.

Extraits de l'article de « Forward »

Nous extrayons du journal jamaïcain "Forward", publié par l'organisation trotskyste «Revolutionary Marxist League, Jamaïca», deux articles, l'un concernant la situation économique de la Jamaïque depuis l'arrivée au pouvoir du pro-impérialiste SEAGA il y a un an et la réaction des travailleurs à cette situation, l'autre consacré à la condamnation au Guyana du frère du leader de gauche Walter Rodney assassiné il y a deux ans.

A noter que cette publication, de "Forward" qui est un numéro mensuel pour la période du 27 mars au 25 avril 82, envoyée de Jamaïque dès sa parution, ne nous est parvenue que ces jours-ci. Ce qui en dit long sur l'état et la rapidité des liaisons postales entre les îles de la Caraïbe appartenant chacune à des zones d'influence d'impérialismes différents.....

En janvier de cette année, la Premier Ministre Edward Seaga a annoncé fièrement que l'économie du pays avait progressé de 1,5 % l'année dernière "après huit années consécutives de déclin". Ceci était supposé être la preuve que lui et son parti, le JLP avaient mis le pays sur la voie du redressement économique.

En réalité, malgré toutes ces déclarations, l'économie du pays reste profondément enfoncée dans la crise.

Les prix, les loyers et les fermages sont élevés et continent à grimper. Rien que dans la seconde semaine de mars les prix de la margarine, de l'huile de cuisine, des matières grasses, des boissons gazeuses, des "kisko" et "king-kong" (desserts glacés), qui sont tous des produits alimentaires de base, ont brutalement augmenté, touchant donc surtout les pauvres et les travailleurs.

Le chômage continue aussi à augmenter régulièrement à mesure que les capitalistes mettent des travailleurs à la porte pour maintenir leurs profits et faire payer aux travailleurs la crise qu'ils ont eux-mêmes créée. Récemment, à l'entreprise Guinness 94 travailleurs ont été licenciés, 200 dans la chaîne de magasins Hannah, 200 à la Brasserie Dana à Port Maria, 100 à l'Alcoa, et beaucoup d'autres à Fith Avenue Fashions, Parfums Jamaïca, et West Indies Pulp and Paper Limited.....

..... Dans le même temps tous les services publics indispensables sont délaissés. Le gouvernement a du imposer des restrictions d'eau dans plusieurs endroits, et le système d'éclairage et d'énergie électrique tombe en panne presque chaque semaine.

Seaga se vante de ce que l'économie s'est développée, mais en fait sa politique ouvertement pro-impérialiste et son programme économique capitaliste réactionnaire n'ont pas changé d'un pouce depuis l'année dernière.
Seaga et le J.P.L. ont ouvert toutes grandes les portes du pays à la pénétration de l'impérialisme américain pour qu'il puisse venir à son aise piller le pays. Il leur a offert toutes sortes d'avantages, comme la possibilité de louer des hôtels appartenant au gouvernement et d'acheter d'autres sociétés appartenant également au gouvernement ; des allègements fiscaux (il a promis de réduire les taxes sur la bauxite si les compagnies impérialistes de la bauxite et de l'alumine s'engagent à faire de nouveaux investissements), et la liberté de rapatrier leurs profits.

Malgré cela, le but de l'opération qui était d'attirer les investisseurs américains, n'a pas été atteint. Le programme de redressement économique du J.P.L. s'est réduit à quelques projets modestes entraînant un nombre insignifiant d'emplois nouveaux.....

.... Parmi les mesures les plus récentes et les plus significatives prises par le J.P.L. en vue d'accentuer la pénétration de l'économie jamaïcaine par l'impérialisme américain, il faut citer celle consistant à changer de la liste des importations 64 des 364 produits autorisés. Les masses jamaïcaines ont maintenant le privilège d'utiliser des porte-plats, des fleurs et fruits artificiels, des plumes en plastique et autres délices - made in U.S.A. - de la civilisation. Par contre il y a une sérieuse pénurie de médicaments indispensables, et un manque de matières premières, ce qui conduit à la fermeture de plusieurs usines. Mais il ne manque pas de chics Volvo, Toyota, B.M.W. et Mercédès encombrant les rues.....

..... L'économie jamaïcaine reste vacillante. Selon le banquier capitaliste Ron Sasso, le pays importe maintenant 600 millions de dollars de marchandises de plus qu'il n'en exporte. De même, sa dette extérieure est de 1 milliard de dollars jamaïcains supérieure à ce qu'elle était en 1980.

Le déficit du commerce extérieur est donc toujours aussi grave ; à l'heure qu'il est personne ne sait où l'on prendra l'argent pour importer les livres scolaires nécessaires pour la prochaine rentrée.....

..... Tandis que la crise économique continue, le J.P.L. augmente progressivement ses forces de répression et ses actions répressives contre les masses travailleuses et opprimées. Ses mesures sont :

- Donner à la police de nombreux véhicules neufs, ainsi que le terrain de la J.S.A. à Twickenham Parck pour une nouvelle école de formation.

- Donner l'ancienne école de formation de la police à Port Royal à l'armée, aussi bien que l'École Cubaine à Montpelier où des troupes bermudiennes sont maintenant à l'entraînement... D'autres bases militaires doivent également être construites sur toute l'île.

- Le gouvernement jamaïcain a reçu cette année de la part des U.S.A. 3 millions de dollars pour "renforcer l'orientation pro-occidentale") c'est-à-dire pro-impérialiste) des Forces de la Défense Jamaïcaines.

- Garantir que les postes importants des forces de sécurité sont tous dans les mains des plus fidèles supporters du J.P.L.....

- Visites fréquentes de navires de guerre américains et canadiens...

... Malgré cela, malgré les attaques répétées des capitalistes contre les travailleurs et leurs syndicats, et malgré les attaques plus générales contre les droits démocratiques des masses populaires dans le pays, les travailleurs et tous les opprimés se battent de façon hardie et déterminée.

Il y a eu des manifestations contre les brutalités et les crimes de la police, une vigoureuse protestation dans l'affaire de l'École d'Agriculture, et la manifestation des squatters à Montego Bay qui réclamaient un en-droit pour vivre. Et puis surtout il y a eu la puissante vague de grèves qui continue jusqu'à maintenant.

Ces luttes défensives ont au moins eu pour résultat de faire baisser d'un cran l'insolence et les attaques des capitalistes contre les masses opprimées.

Ainsi les ouvriers de la bauxite ont, grâce à leur grève , obtenu un contrat qui ne bafoue plus leur dignité. La protestation publique contre le meurtre par la police des deux étudiants du Lycée Technique a eu pour résultat la mise en accusation de deux policiers des Éradication Squads. Et d'une façon encore plus spectaculaire l'action des travailleurs du rang a obligé le réactionnaire Seaga à reculer dans sa tentative de briser le syndicat de la Citybank.....

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728